

N°759

du 14  
NOVEMBRE  
2014



**L'UNION**

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

P.3 Session du Conseil National de Pilotage  
des Politiques de Développement

**Les partenaires du  
Togo apprécient  
et critiquent  
le déroulé  
de la SCAPE**

\* Lire les huit recommandations formulées.

P.3 Secteur extractif togolais

# Ahoomey-Zunu veut mettre de l'ordre dans la gestion de l'ITIE-Togo

\* «...la bonne gouvernance doit d'abord commencer chez nous», dicit-il.

P.7 L'obésité en Afrique

**Plus une source  
de maladie que  
d'aisance financière**



Arthème Ahoomey-Zunu, P. M., Pdt du Conseil national de supervision

P.5 FOOTBALL/CAN 2015

**La bataille pour  
les trois points  
demain samedi**

P.4 Lutte contre la traite des êtres humains

**La promotion d'un projet  
de loi au menu d'une  
rencontre ce vendredi**

P.4 A l'issue d'une visite de travail et d'un entretien avec le  
Premier ministre

**La SFI promet le  
renforcement de  
son appui au Togo**



**PA-LUNION**

[www.pa-lunion.com](http://www.pa-lunion.com)



- Actualités Nationales  
\* Politique  
\* Economie  
\* Société  
\* Sport  
\* Culture...  
- Informations Internationales  
- Réflexions...

## REPÈRES

## Au cours de leur 6ème séance plénière

Le 11 novembre 2014 au siège du parlement, les députés ont voté à l'unanimité, le projet de loi autorisant l'adhésion du Togo à la Convention Internationale pour le contrôle et la gestion des eaux de ballast et de sédiments des navires, signée à Londres le 13 février 2004.

C'est la deuxième vice-présidente de l'Assemblée Nationale, Mme Ibrahima MAÏMOUNATOU, qui a présidé la séance. L'adoption de ce projet s'est déroulée au cours de la 6ème séance plénière de la 2ème session ordinaire de l'Assemblée. Les eaux de ballast sont des eaux rejetées par les navires pour leur équilibre au cours des cargaisons. Le rejet incontrôlé de ses éléments a entraîné le transfert d'organismes aquatiques et d'agents pathogènes qui nuisent à l'environnement, à la santé humaine, aux biens et aux ressources.

## Sur l'utilisation des modules PPM et avis généraux du SIGMAP

L'Autorité de réglementation des marchés publics a organisé un atelier de formation des autorités contractantes sur l'utilisation des modules PPM et avis généraux du SIGMAP le lundi 10 novembre à Lomé.

Depuis quelques années, le gouvernement togolais s'est engagé dans la mise en place du Système intégré de gestion des marchés publics (Sigmap) avec l'appui de l'Uemoa. L'Armp a jugé important de mettre en place une cellule d'appui à la personne responsable des marchés et un point focal. Le point focal aura pour rôle d'assister l'agent responsable des marchés publics. Le Directeur général de l'Armp, M. René Kapoua, au cours de son discours, rappelé l'importance de la mise en place du point focal. "Il est important que ce point focal, qu'il procède dans les délais raisonnables à la consolidation et à l'acheminement des informations sur les marchés publics vers le Sigmap, bien sûr, en bonne intelligence avec les autres membres de la cellule, sous la supervision de la PRMP", a-t-il souligné. Cet atelier va permettre aux autorités contractantes de participer efficacement à la concrétisation de ce projet qui vise la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics au Togo. Après cette formation, les participants seront capables de créer des utilisateurs à partir du compte AC, d'élaborer et de publier les avis généraux de passation des marchés publics, d'élaborer les plans de passation des marchés publics.

## Des propositions avant, la marche après

Les partis politiques de l'opposition se prononcent sur la proposition de loi du nouveau couple Car-Addi.

Après la désignation de Jean-Pierre Fabre comme candidat unique du Combat pour l'alternance politique 2015, par huit formations politiques, le Car et Addi trouvent que la solution ne réside pas dans la désignation d'un candidat unique. Par contre, ces deux partis politiques exigent les réformes institutionnelles et constitutionnelles avant la présidentielle de l'année prochaine. Le parti politique Obuts épouse la vision du Car et Addi. Concernant la marche qu'organisent les partis membres du Cap 2015 le 21 novembre prochain, Gérard Adja, l'un des responsables de Obuts trouve que la démarche est inopportune. "Ils devraient faire la proposition de loi d'abord, si le gouvernement refuse l'adoption, là ils peuvent faire pression en organisant une marche". Reçu sur la radio Victoire Fm ce mercredi, Gérard Adja a également apprécié la démarche des partis Car et Addi en proposant une loi de réformes institutionnelles et constitutionnelles.

## 100 tables de plus pour le CEG de Ségbé

100 tables pour le Collège d'enseignement général de Ségbé. C'est ce qu'apporte comme don, l'association pour le Saint Coran.

D'une valeur de 1.800.000 F CFA, le don a été réceptionné par le secrétaire général de la préfecture du Golfe entouré des chefs traditionnels du milieu des mains du président de l'association, El Hadj Djobo Ousmane. Le CEG de Ségbé est une initiative de la communauté locale et compte deux salles de classes construites en appâtâmes améliorées pour la 6ème et la 5ème. Le président du Comité Villageois de Développement (CVD) a saisi l'occasion pour faire appel aux plus hautes autorités pour les besoins de l'établissement. Les autorités ont profité de cette remise pour sensibiliser les élèves sur la maladie à virus Ebola et sur le civisme.

## Trois jours de formation aux députés

En vue de renforcer le système de gestion des finances publiques du Togo, il est organisé à l'endroit des parlementaires togolais, un atelier de formation depuis le 12 novembre 2014 autour du thème : le guide didactique pour l'examen des lois de finances en vue de son appropriation.

Les projets de lois ont à la fois un caractère juridique, économique et financier. C'est Madame TIGNPKA Ayawovi, présidente de la commission des finances et du développement économique, qui a présidé la cérémonie d'ouverture. Elle a au nom du Président de l'Assemblée Nationale remercié la Délégation de l'Union Européenne mais aussi salué la disponibilité des collaborateurs et des services dont l'assistance a grandement facilité l'organisation de l'atelier. Les travaux de cet atelier s'étaleront sur trois jours et seront conduits par Monsieur Jean Alotounou, consultant en finances publiques, appuyé par les conseillers résidents du Fonds Monétaire International (FMI) qui accompagnent les réformes des finances publiques.

## Vient de paraître

## "Entre bonheur et déceptions", un recueil de nouvelles d'élèves du Togo

Les Editions Awoudy viennent de faire paraître, "Entre bonheur et déceptions", un recueil de nouvelles issu d'un concours de la nouvelle de la langue française ; un concours auquel ont participé les élèves de plusieurs lycées de Lomé. Deux élèves du Lycée moderne d'Adidogomé, une du Lycée de Bè-Klikamé et une élève d'un lycée de Kpalimé, sont les lauréats de ce concours. Cette anthologie porte sur 11 nouvelles

de onze jeunes auteurs. Mawuse Heka, le directeur d'Awoudy, a été lui-même révélé au public grâce à un concours de nouvelles organisé par la défunte maison des Editions de la Rose, de feu le ministre Ephrem Dorkenoo.

Les jeunes auteurs ont été récompensés lors d'une cérémonie le 12 novembre dernier au Lycée moderne d'Adidogomé lors de la dédicace du recueil. La présentation continuera le 19

novembre au Lycée moderne de Sokodé et le 22 novembre à Kara, aux Affaires sociales et au Collège Chaminade.

Le livre est issu d'une collaboration entre les Editions Awoudy et l'ONG Cercle culturel de lutte contre la déperdition scolaire (CERCULDES). Le concours a été conduit sous la houlette du jeune poète Anas Atakora, ex-enseignant de français au Lycée moderne d'Adidogomé, et le jeune critique Edem Latevi.

"Le bureau des Editions Awoudy a vu couler encre et salive. Pour obtenir les onze lauréats dont les textes forment cette anthologie de nouvelles, il a fallu des allers-retours, des séances de travail et de délibération aux allures amicalement coriaces: Kodjo Edem Latevi était là avec son air à soupçonner l'imaginaire des jeunes; Ayam Panam, l'initiateur de ce beau projet, était là aussi à

examiner avec bonheur et déceptions à la fois certains textes écartés; Mawuse Heka était là, calme et amoureux, amoureux de ces herbes qui se muent délicatement en fleurs. A ces trois grands jurés, j'avais parlé du critère de la gentillesse, nous avons ri et avec bonheur nous avons déçu cette gentillesse-là: on ne fait pas la littérature avec de la gentillesse!", a déclaré Anas Atakora.



## Littérature/Prix

## Le prix Virilo déclare forfait

Le prix Virilo, véritable ovni des prix littéraires, vient d'annoncer le résultat de ses délibérations. Et cette année, le lauréat est ... Monsieur Personne !

Sur leur site officiel, les organisateurs déclarent avoir décidé de faire la grève et n'ont donc pas pu départager les finalistes. Cette grève serait motivée par "une rentrée littéraire dominée par des livres médiocres (Zemmour, Trierweiler) ou peu enthousiasmants, pas beaucoup de passion et encore moins de fesses".

Toujours sur leur site Internet, ces joyeux rigolos ont distillé leurs sarcasmes dans une dizaine de "revendications pour les prochaines rentrées littéraires", dont nous reprenons quelques morceaux choisis :

- On exige plus d'images dans les livres. Au moins dans les mauvais.

- Du Kindle au Kinder : On aimerait bien un petit jouet en plastique à monter, en lien avec le thème du bouquin. Les livres de plus de 500 pages pourraient être

assortis d'une petite flasque d'alcool à déguster. Il faut bien du courage, parfois.

- On demande gentiment à Chevillard de publier au moins un roman par an.

- On souhaite le bannissement des photos d'écrivains avec la mine rêveuse, la main au menton.

- On exige, non, on demande... OK, on supplie d'arrêter avec l'autofiction.

Brouillant volontairement les pistes, affichant une dérision à la limite de l'humour potache, du vaudeville, voire de la farce bien lourde, les organisateurs du Prix Virilo semblent avoir jeté leur dévolu sur les bienfaits de l'ironie en milieu littéraire. Déjà en 2001, Philippe Butigieg (l'un des fondateurs du Prix) confiait à Libération : "T'as vu le Femina... - Ouais, c'est bizarre quand même comme nom. Tu imagines un peu le Masculo ? - Ou le Virilo ! - Evidemment ! Le Virilo ! Et on mangera des pillettes à chaque réunion en portant des moustaches. (in Le Prix Virilo, une moustache pour cacher un livre - Libération, 3 novembre 2011) ".

## Sommet

## Boko Haram menace le sommet de la Francophonie d'attaques terroristes

Le mouvement terroriste Boko Haram, à travers l'un de ses nombreux sites de propagande, a proféré des menaces contre le sommet de la Francophonie qui se tiendra à Dakar selon le site d'information AllAfrica. Dans un message laconique, ces terroristes se disent décider à combattre "les mécréants qui souillent la terre des musulmans", toujours selon les propos rapportés par AllAfrica.

Cette information est à prendre au sérieux car un des combattants de Ansar Dine au Mali, Ahmed Oul Amara, tué par les soldats français dans une attaque, avait déclaré que son mouvement dispose d'hommes dans toutes les capitales de la Cedeao.

S'il est vrai que les mouvements terroristes de l'Afrique de l'Ouest s'imbriquent et luttent pour les mêmes raisons, les risquent seraient réels. Les autorités françaises, sénégalaises sont donc

averties.

Boko Haram a déjà entrepris des attaques sur le camerounais.

Ce mouvement terroriste islamique en Afrique de l'Ouest est vu en fait non comme un véritable problème religieux, mais une émanation des conflits de politique politicienne entre les différents partis politiques du Nigéria. Alors que l'arrivée du président Goodluck Jonathan a permis l'extinction du mouvement rebelle du delta pour une meilleure répartition des recettes du pétrole, on soupçonne les milieux politiques, défavorables à une candidature de l'actuel président sortant à la présidentielle, d'instrumentaliser Boko Haram.

Le groupe islamiste est à l'origine de plusieurs attentats ayant des dizaines de morts au Nigéria. Le dernier attentat en date est celui d'un collège ayant fait plus de 70 morts.

## Théâtre

## "Abiku", un spectacle d'opérette ce soir au Goethe Institut

Tiré du livre "Abiku" du dramaturge et enseignant béninois, Camille AMOURO, et mis en scène de Javier Lopéz PIÑÓN, Abiku est une comédie musicale qui remet les rapports entre tradition et modernité. Composé dans la structure de l'opéra, ce spectacle chante la démythification des pratiques religieuses endogènes.

Un jeune garçon, Abi offense son père et par ricochet, les dieux et la tradition. "Tu ne toucheras pas le satô" lui a signifié son géniteur. Pourtant son mépris pour les traditions l'y a poussé. Son comportement hautain envers les attributs des divinités va le propulser

dans une aventure de fuite, d'incompréhensions, de pardon mais surtout d'attaques. Au final, elle se révèle une initiation où sa survie sera marchandée, menacée et débattue entre prêtres, dignitaires, et hommes de l'ombre, tous choqués par son acte. Mais ces derniers abordent différemment la démarche de sanction à lui infliger.

Camille Adébah Amouro, né le 26 juin 1963 à Boukoumbé (Bénin) est un dramaturge, metteur en scène et chroniqueur béninois, un monument de la dramaturgie au Bénin. Son drame politique Goli a fait date dans l'histoire du théâtre africain de langue française.



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Imprimerie: St Laurent

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication  
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction  
Jean AFOLABI

Rédaction  
Sylvestre D.  
Hervé AGBODAN  
Maurille AFERI  
Pater LATE  
Kossiwa TCHAMDJA  
Koffi SOUZA  
Alan LAWSON  
Abel DJOBO  
Tony FEDA

Service photographie  
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature  
LAWSON Laté

Graphisme  
BOGLA G.

Session du Conseil National de Pilotage des Politiques de Développement

## Les partenaires du Togo apprécient et critiquent le déroulé de la SCAPE

\* **Lire les huit recommandations formulées.**

**Late Pater**

En lieu et place de la déclaration du Gouvernement, prévue pour être lue à la fin de la session 2014 du Conseil national de pilotage des politiques de développement (CNPPD) / Revue annuelle conjointe de mise en œuvre de la SCAPE en 2013, le Premier ministre Séléagodji Ahoomey-Zunu a préféré «*en toute humilité*» accepter tout ce que les partenaires venaient de déclarer. Mieux, il avoue cerner l'utilité de la réunion du Conseil de ce 13 novembre 2014 qui doit donner le ton d'une meilleure compréhension de la Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE). Avec l'absence remarquée de plusieurs ministres, Ahoomey-Zunu dit avoir compris que beaucoup de ministres n'ont pas encore compris la Stratégie. Il évoque l'absence d'une approche transversale dans le travail des ministères. Il s'est étonné que seules 3 réunions aient pu se tenir en 2013 sur les 14 réunions annuelles prévues, contre 5 en 2012. Pis est, selon ses mots, le ministère de l'Economie et des finances ne joue pas son rôle d'accompagnement, préférant distribuer des remontrances ici et là. Séance tenante, il demande au ministre Djossou Sémodji de la Planification de préparer une communication en conseil des ministres pour briefer ses collègues.

Au demeurant, la déclaration commune des partenaires techniques et financiers du Togo, lors de la revue, projette le regard critique de ceux-ci sur la mise en œuvre de la SCAPE. Lire in extenso.

**Sur la performance de la SCAPE en 2013.** Les partenaires du Togo notent les performances globalement encourageantes de la SCAPE en 2013, première année de sa mise en œuvre, notamment la croissance qui s'est maintenue à un niveau honorable, ainsi que le progrès significatif du taux d'achèvement du primaire et du taux de passage au secondaire. Il demeure, cependant, que la majorité des indicateurs de progrès de la SCAPE se situent en dessous des objectifs prévus pour l'exercice 2013. Sur le plan de la santé, il reste encore des défis importants, qui sont exacerbés par l'actuelle épidémie de maladie à virus Ebola. Les partenaires estiment que ces défis pourraient être mieux traités avec l'accélération des réformes en cours, notamment celles qui touchent au cadre institutionnel. Par ailleurs, tirée principalement par les investissements publics, la croissance togolaise et ses effets sont particulièrement perceptibles à Lomé et dans la Région maritime, mais peu ressentis dans les autres régions du pays. Cette croissance demeure encore insuffisamment inclusive et ne génère pas suffisamment d'emplois pour

enrayer, voire inverser, la courbe du chômage, notamment celui des jeunes. Enfin, les partenaires notent l'absence d'avancées notables dans le processus d'organisation des élections locales en 2013, alors que la tenue d'élections législatives inclusives et pacifiques en juillet de la même année offrait une opportunité pour une percée à cet égard.

**Sur le financement de la SCAPE.** Les partenaires du Togo apprécient l'effort global de mobilisation des ressources internes traduit par la progression du taux de pression fiscale. La mise en place de l'Office Togolais des Recettes, ainsi que l'émergence de projets innovants tel que Togo Invest Corporation, témoignent de la ferme volonté des autorités d'introduire des réformes qui pourront accroître durablement les capacités de mobilisation de ressources du pays, dans le cadre de stratégies de lutte contre la corruption et de promotion de l'investissement privé. Cependant, les partenaires du Togo restent préoccupés par les conditions et critères d'élaboration du budget en 2013, qui, comme en 2014, ont conduit au vote de lois de finance peu centrée sur la SCAPE et peu réalistes, nécessitant ensuite un recours répété à des collectifs budgétaires. Une importante conséquence de cette situation est que l'accord sur un programme macroéconomique et de réformes appuyé par le FMI, obtenu en octobre 2013, n'a pas pu devenir effectif, et tout ou partie des appuis budgétaires et certains financements des principaux bailleurs n'ont pas pu être délivrés ou mobilisés par la suite. La tenue d'une table ronde des bailleurs de fonds pour le financement de la SCAPE a dû être reportée. Les flux d'aide en faveur du Togo, qui avaient atteint un pic historique de 448 millions de dollars en 2012, ont baissé à 379 millions de dollars en 2013, selon les données provisoires renseignées par la plateforme de gestion de l'aide. La priorité a été donnée aux investissements routiers, alors que les dotations pour les secteurs sociaux se sont vues substantiellement réduites. Les partenaires encouragent le gouvernement togolais à assurer un niveau adéquat de ressources en faveur des secteurs sociaux, afin de soutenir l'effort d'amélioration des indicateurs dans ces domaines.

**Sur la mise en œuvre et le suivi de la SCAPE.** Face à la multiplicité des défis, les partenaires du Togo suggèrent un meilleur agencement des priorités à court et moyen terme, ainsi qu'un dialogue renforcé dans la mise en œuvre de la SCAPE, tant au sein de l'administration publique que vis-à-vis des partenaires. La capitalisation des différents programmes de réforme au sein

des administrations intervenus depuis 2008 présente des résultats encourageants, mais demeure encore lente. Les départements ministériels restent confrontés au double problème du manque de cadres et de faibles capacités, auquel s'ajoutent la timidité du dialogue sur les politiques, la faiblesse des systèmes de gestion des ressources humaines, la forte concentration du pouvoir de décision au sein des hiérarchies administratives, le cloisonnement des principaux ministères transversaux et le faible développement de l'interministérialité. Les capacités de programmation, budgétisation et suivi-évaluation demeurent insuffisantes, tant au sein des ministères transversaux que sectoriels, ce qui affecte la qualité et le taux d'exécution des projets et programmes.

Le dispositif institutionnel de suivi et de coordination (DIPD) peine à jouer pleinement son rôle dans le fonctionnement du dialogue Etat-donateurs ainsi que pour le suivi de l'efficacité du développement au Togo. Sur un minimum de 14 réunions annuelles prévues pour tous les organes du DIPD confondus, seules 3 réunions ont pu se tenir en 2013, contre 5 en 2012. En outre, la qualité de la préparation et du suivi des sessions des comités sectoriels pourrait être améliorée.

**Recommandations et engagements des partenaires du Togo.** Les partenaires du Togo recommandent i) que la SCAPE reprenne sa place centrale en amont de tous les processus de développement et que les priorités gouvernementales à court et moyen terme, globales et sectorielles, lui soient clairement alignées ; ii) qu'une revue à mi-parcours de la SCAPE soit réalisée en 2015 ; cette revue tirera profit de la vision à long terme du Togo en cours de finalisation et des réalités budgétaires, afin de mieux refléter les enjeux et défis auxquels le pays se voit confronté ; iii) que la concertation et le dialogue entre les secteurs public et privé soient davantage intensifiés afin de donner à l'initiative privée un rôle accru dans la mise en œuvre des objectifs de la SCAPE et son financement ; iv) que la stratégie globale de financement de la SCAPE à travers le budget, l'Aide Publique au Développement et les autres modalités envisagées (telles que les Partenariats Public-Privé) soit clarifiée et discutée ; v) que tous les efforts nécessaires soient entrepris pour mettre en place un cadre de collaboration institutionnelle clarifié entre les principaux Ministères transversaux et sectoriels, pour l'élaboration et le financement d'un programme triennal d'investissements publics cohérent avec la SCAPE et les objectifs de développement du gouvernement ; vi) que le

gouvernement renforce son engagement et son action dans la réforme de l'administration publique et notamment la réforme de la chaîne Planification-Programmation-Budgétisation-Suivi-Evaluation, ceci dans l'esprit de la mise en application des directives communautaires en matière de budgets-programmes ; vii) qu'une attention particulière soit accordée aux secteurs concourant au développement humain et particulièrement à celui de la santé, compte tenu des nouveaux risques émergents qui menacent les progrès enregistrés ; viii) que les prochains cycles de planification s'appuient davantage et plus explicitement sur l'approche des droits de l'homme préconisée dans la SCAPE, conformément à la compréhension commune de la communauté internationale, que tous les programmes de coopération devraient faire avancer la réalisation des droits de l'homme contenue dans la déclaration universelle et dans les conventions internationales. Cette approche faciliterait à la fois l'évaluation des besoins et le suivi de la performance des différents programmes.

Secteur extractif togolais

## Ahoomey-Zunu veut mettre de l'ordre dans la gestion de l'ITIE-Togo

\* « **la bonne gouvernance doit d'abord commencer chez nous** », **dixit-il.**

La mise en œuvre de l'ITIE a été révélatrice des forces et faiblesses de la gouvernance du secteur extractif togolais, mais elle a surtout favorisé la confiance et le dialogue entre les communautés, les entreprises et le Gouvernement. De bonne guerre ! Etc'est ce qui permet d'apprendre des choses. Le reportage de la télévision nationale y a même consacré un dossier. «*Ces derniers temps, il y a un certain nombre de remous, d'incompréhensions qui minent le processus chez nous. Nous aurons l'occasion de remettre de l'ordre dans tout ça, parce que j'ai demandé à convoquer le Conseil de supervision pour lundi prochain ; après, je présiderai personnellement, avec le ministre des Mines, le Comité de pilotage parce qu'il est important que je puisse avoir le contact avec les membres du Comité de pilotage pour faire passer un certain nombre de messages et faire en sorte que l'on comprenne que la volonté de tous doit être d'améliorer la gestion des industries extractives et que la bonne gouvernance doit d'abord commencer chez nous, même dans la manière de gérer le processus et dans les relations que nous pouvons établir avec tous les autres acteurs. Je voudrais insister là-dessus parce qu'il n'est pas*



**Arthème Ahoomey-Zunu, Premier ministre, Pdt du Conseil national de supervision** normal que l'ITIE, qui est un processus devant nous permettre d'améliorer notre gouvernance, devienne un instrument de conflits, de division et de parti pris qui ne peuvent que nuire au processus. J'insiste là-dessus et c'est pour cela que j'ai voulu le dire publiquement ici dans cette salle, alors que ce n'est pas exactement le lieu. Je voudrais que chacun le comprenne et le comprenne définitivement». Par cette mise au point faite le 12 novembre 2014, au moment de lancer l'atelier de formation du Groupe multipartite et des parties prenantes de l'ITIE au Togo, Séléagodji Arthème Ahoomey-Zunu en a visiblement marre de la guerre et du détournement d'objectif dans

la gestion des ressources financières au sein de l'ITIE-Togo. Instinctivement, un membre du Comité de supervision, dépité par ce qu'il voit en interne sans pouvoir le dire, a applaudi la fin du discours du Premier ministre pour le courage pris.

Au-delà, il faut fouiner pour découvrir le conflit et la division entre le Comité de pilotage et le Secrétariat technique. Tout tourne autour de l'argent. On parle de milliards de francs Cfa prétendument dépensés, mais dont on n'arrive pas à identifier clairement le bénéficiaire de la dépense. Pis, depuis la publication du premier rapport national, un conflit existe autour du milliard sur les 1,7

*suite à la page 4*

A l'issue d'une visite de travail et d'un entretien avec le Premier ministre

## La SFI promet le renforcement de son appui au Togo

Jean Afolabi

En visite de travail à Lomé, le directeur régional de la Société Financière Internationale (IFI – International finance corporation) pour l'Afrique de l'ouest et du centre, Mme Saran Kebet-Koulibaly, a échangé, le mardi 10 novembre 2014, avec le Premier ministre Séléagodji Ahoomey-Zunu sur les possibilités de renforcement de l'appui de son institution au Togo. Elle a par ailleurs félicité les autorités togolaises pour les efforts entrepris pour améliorer le climat des affaires qui viennent de se traduire de façon encourageante dans le dernier classement du rapport «*Doing Business 2015*», indique un communiqué de la Banque mondiale. «*Nous avons félicité les autorités togolaises pour les efforts de réformes entrepris pour faciliter la pratique des affaires dans le pays. Le pays vient d'être classé 3<sup>ème</sup> des 10 meilleurs réformateurs par le dernier rapport «Doing Business» et ceci est très positif pour le pays. Nous avons également rassuré les autorités de notre engagement à les soutenir dans leurs efforts pour attirer des investissements privés, et à renforcer les financements dans les secteurs prioritaires pour soutenir la croissance économique et créer des emplois*», a déclaré Mme Kebet-Koulibaly.

Un tour au Port autonome de Lomé a permis à Mme Kebet-Koulibaly de constater l'évolution des infrastructures en cours de réalisation dans le cadre du projet de terminal à conteneurs «Lomé Container Terminal – LCT», pour lequel la SFI a apporté un financement de 82,5 millions de dollars (41,250 milliards de francs Cfa) et mobilisé 142 millions de dollars (71 milliards) auprès d'autres investisseurs pour soutenir la construction de ce terminal ultramodern de manutention des conteneurs de transbordement. A **Frederik Kamperman**, président directeur général de LCT, de relever à ce sujet que : «La



Mme Saran Kebet-Koulibaly, Directeur régional de la SFI

construction de ce nouveau terminal, rendu possible grâce à l'important apport financier de la Société Financière Internationale, permettra d'opérer une transformation majeure de l'économie togolaise en vue de reconquérir un rôle central dans le transport des marchandises en Afrique».

La visite du directeur régional de la SFI s'est achevée par une rencontre avec des représentants du secteur privé (chambre du commerce, association des grandes entreprises, association des industries – GITO et Patronat) qui lui a permis d'apprécier la contribution du secteur privé au développement économique et social du Togo, et d'entrevoir les perspectives pour une meilleure contribution de la SFI au développement du secteur privé local. «*Cette rencontre avec les représentants du secteur privé nous a permis d'entrevoir les opportunités et défis du développement du secteur privé au Togo, et les perspectives pour un soutien plus*

accru de IFI. Nous intervenons déjà dans le domaine des infrastructures, de l'agro business, de la manufacture et du secteur financier, mais nous pensons à accroître nos activités pour contribuer à faire du secteur privé le véritable moteur de la croissance économique», a conclu **Saran Kebet-Koulibaly**.

La Société financière internationale (IFI), membre du Groupe de la Banque mondiale, est la principale institution de développement au monde au service exclusif du secteur privé. Elle collabore avec des entreprises privées dans une centaine de pays et consacre son capital, son expertise et son influence à l'élimination de l'extrême pauvreté et à la promotion d'une meilleure répartition des richesses. Au cours de l'exercice 2014, IFI a fourni plus de 22 milliards de dollars de financements pour améliorer les conditions de vie dans les pays en développement et pour résoudre les problèmes de développement les plus urgents.

Lutte contre la traite des êtres humains

## La promotion d'un projet de loi au menu d'une rencontre ce vendredi

L'ambassade de France au Togo organise, en collaboration avec les autorités togolaises, une Journée d'information et d'échanges sur la traite des êtres humains au Togo ce vendredi 14 novembre 2014 à l'Agora Senghor à Lomé. Cette journée sera ouverte par le ministre Koffi Essaw de la Justice et des relations avec les institutions de la République, son collègue John Siabi Aglo du Travail, de l'emploi et de la sécurité sociale et par l'ambassadeur de France au Togo, Marc Fonbaustier. La journée, organisée en partenariat avec le Réseau de lutte contre la traite des enfants au Togo (RELUTET), PLAN Togo, l'Unicef et Tere des Hommes, réunira les différents acteurs de la lutte contre la traite des personnes, issus des autorités comme de la société civile, et engagés dans la prévention de ce phénomène, dans sa répression effective et dans la protection des victimes.

Cette rencontre, d'après un communiqué officiel de l'ambassade de France, a pour objectifs de sensibiliser les décideurs et la société civile sur les actions et les défis liés à la lutte contre ce phénomène et de favoriser les échanges entre les

différents acteurs pour renforcer leur action et leur coordination. Elle vise également à promouvoir l'adoption d'un projet de loi sur la traite des personnes, pour l'application des dispositions du Protocole à la Convention des Nations unies contre la criminalité organisée, visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, ratifié en 2009 par le Togo.

La traite des personnes est considérée comme la troisième forme de criminalité la plus répandue dans le monde, après le trafic d'armes et le trafic de stupéfiants. Elle génère un profit estimé à plus de 32 milliards d'euros par an, environ 20 960 milliards de francs Cfa, qui menace la stabilité des Etats en raison de l'économie souterraine engendrée par les profits liés à cette criminalité. On estime à plus de 2,5 millions le nombre de victimes qui sont annuellement recrutées et exploitées à travers le monde, subissant quotidiennement toutes sortes de violences et de violations des droits humains fondamentaux.

Les formes d'exploitation les plus répandues dans le monde sont le travail forcé et l'exploitation sexuelle,

mais on recense également d'autres formes d'exploitation telles que l'esclavage, la servitude et le trafic d'organes. Comme d'autres pays de la région, le Togo n'est pas épargné par ce phénomène, étant à la fois un pays d'origine, de transit et de destination des victimes de la traite des êtres humains.

La rencontre de ce jour s'inscrit dans le cadre d'un projet régional d'appui à la lutte contre la traite des êtres humains dans les pays du Golfe de Guinée, financé par la coopération française. Ce projet, qui se déploie au Bénin, au Cameroun, au Ghana, au Nigeria et au Togo vise à appuyer le renforcement des capacités nationales, notamment par le soutien au système judiciaire et aux organisations de la société civile, et la consolidation des mécanismes de coopération régionale. Il a également pour objectifs de favoriser les échanges de bonnes pratiques et la mise en place d'actions communes entre les pays bénéficiaires destinées à renforcer la prévention de la traite, à améliorer la répression effective des actes constitutifs de traite et à offrir une protection adaptée des victimes.

Secteur extractif togolais

## Ahoomey-Zunu veut mettre de l'ordre dans la gestion de l'ITIE-Togo

suite de la page 3

milliard de francs Cfa notés dans les écarts entre les déclarations des parties prenantes. Le délai de la fin octobre fixé pour renouveler le bénéfice d'un Fonds logé sur l'ITIE-Togo vient d'expirer sans que le Togo ne s'exécute. Et pour cause, l'argent de ce Fonds est toujours dépensé sans qu'on ne maîtrise exactement les vrais acteurs de la dépense. Les pièces justificatives, elles, ont de la peine à être produites... Et ben d'autres mauvaises découvertes, au point où il se dit qu'un commis de la Banque mondiale est soupçonné de se mêler à cette promotion de la mauvaise

gouvernance. Des échanges de courriers, pas toujours courtois, en témoignent. Aux dernières nouvelles, on a usé de dribble et de subterfuge au Comité de pilotage pour faire annuler la réunion qui devait se tenir le lundi passé. D'aucuns tentent même de brouiller l'étendue des pouvoirs établis entre le Conseil national de supervision, le Comité de pilotage et le Secrétariat technique de l'ITIE-Togo (les trois organes qui animent le processus).

Le Togo est déclaré pays conforme à la norme ITIE. Mais cela ne doit pas être une fin en soi. Aussi le Premier ministre, et à travers lui le Président de la République, doit-

il laver les écuries et enlever la mauvaise graine qui peut projeter une mauvaise image du Togo vis-à-vis du Secrétariat international de l'ITIE. Lequel Secrétariat international de l'ITIE n'est certainement pas mal tombé en prenant l'initiative de rendre visite au Togo «*en vue de prendre connaissance des réalités du terrain*». De quoi ne pas s'écarter de la philosophie qui sous-tend l'initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) : promouvoir les bonnes pratiques de la transparence et de la redevabilité dans la gouvernance du secteur extractif, notamment les secteurs pétrolier, gazier et minier.

Besoins de liquidités bancaires

## Injection de 71 milliards Cfa au Togo cette semaine

Dans le cadre de ses adjudications hebdomadaires, la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao) a procédé, valeur 11 novembre 2014, à une injection de liquidités d'un montant de 1 222,677 milliards de francs Cfa, sur 1 325,000 milliards en adjudication. Les banques et établissements de crédit du s'adjugent 71,140 milliards, légèrement moins que la semaine précédente. Cette opération arrive à échéance le lundi 17 novembre 2014, indique un communiqué de la Banque centrale. Le taux marginal et le taux moyen pondéré

sont ressortis respectivement à 2,5000% et 2,5319%.

L'opération a enregistré la participation de quarante-cinq (45) établissements de crédit provenant des huit (08) places de l'Union monétaire ouest africaine (Umoa). De loin, les établissements bancaires du Burkina Faso s'adjugent 277,240 milliards. Ils sont suivis de ceux de la Côte d'Ivoire et du Mali avec respectivement 229,922 milliards et 208,550 milliards. Les établissements du Bénin décrochent 182,000 milliards, et ceux du Sénégal, 128,325 milliards. Le

Niger vient avec 110,500 milliards et la Guinée-Bissau, 15,000 milliards.

D'après la Banque centrale, la moyenne des soumissions hebdomadaires, sur le marché des adjudications, est passée de 1.289,2 milliards en août 2014 à 1.199,6 milliards en septembre 2014, soit une baisse de 7,0%. Le taux moyen pondéré sur le guichet hebdomadaire est ressorti, en moyenne mensuelle, à 2,53%, quasi-stable par rapport au niveau de 2,54% enregistré le mois précédent.

En Côte Ivoire

## La Banque mondiale s'inquiète du niveau élevé de la pauvreté

La Banque mondiale a estimé, le 11 novembre, que le niveau de pauvreté en Côte d'Ivoire, première économie d'Afrique de l'ouest francophone, est "inquiétant" au regard des fortes potentialités dont dispose le pays. Selon des statistiques officielles, près d'un habitant sur deux est considéré comme pauvre en Côte d'Ivoire, rapporte l'agence Ecofin. «*La Côte d'Ivoire est confrontée à des taux de pauvreté inquiétants, surtout par rapport au potentiel énorme dont dispose le pays*», a déploré Ousmane Diagana, le chef des opérations de la banque en Côte d'Ivoire, indiquant

que la crise politico-militaire de 2000-2011 «*est passée par là, mais il n'y a peut-être pas que la crise*». Pour réduire le taux de pauvreté, M. Diagana préconise la mise en place d'un «*système de protection sociale*», avec des «*cantines scolaires pour nourrir les enfants pauvres*», ou la mise en place de «*projets à forte intensité de main d'œuvre pour distribuer des emplois à des personnes aux compétences minimales*».

La Côte d'Ivoire a vécu de 2000 à 2011 une crise politico-militaire sanglante marquée par la partition pendant près de neuf ans du pays.

"Cette crise a affaibli l'Etat, détérioré le potentiel économique et accentué le taux de pauvreté de la population, qui avait atteint près de 50%", avait expliqué en novembre 2013 le Premier ministre ivoirien, Daniel Kablan Duncan. L'économie du pays connaît depuis trois ans une croissance remarquable : de 9,8% en 2012 après «*d'importantes réformes*», le taux de croissance a atteint 8,7% en 2013 et de 8 à 10% sont prévus pour 2014. Mais cette forte croissance ne profite pas aux populations. La Côte d'Ivoire est classée par l'ONU 171<sup>ème</sup> en termes d'indice de développement humain en 2014 sur 187 pays.

FOOTBALL/CAN 2015

## La bataille pour les trois points

**Les Eperviers du Togo affrontent samedi à Kégué, le Syli national de la Guinée pour le compte de la 5e journée de la Coupe d'Afrique des Nations avec une obligation de victoire après s'être relancé dans la compétition en battant l'Ouganda en aller et retour. Mais les hommes de Tchanilé Tchakala doivent faire à des adversaires qui ont eux aussi besoin des trois points pour se relancer.**



Après un début raté dans la compétition, les Eperviers se sont bien rattrapés en dominant en aller et retour les Cranes de l'Ouganda (0-1 et 1-0). Deux victoires qui leur ont fait du bien et leur ont permis de se re-placer dans le groupe E avec 6 points derrière le Ghana, le grand favori du groupe qui compte 8 points. Mais pour un groupe qui doit livrer deux qualifiés comme tous les autres, l'Ouganda (4 pts) et la Guinée (4 pts) peuvent aussi revenir s'ils l'emportent lors de cette 5e journée.

"Certes, nous avons repris des couleurs avec nos deux victoires, mais le chemin de la qualification n'est pas encore totalement dégagé. Mais il nous faut gagner la Guinée pour espérer figurer parmi les deux qualifiés", affirme le sélectionneur Tchanilé Tchakala qui entend se servir du match aller perdu à Casablanca (2-1) pour mettre en place un schéma capable de poser de problème aux Guinéens. "A l'aller nous avons été trop naïfs et cela nous a coûtés. Mais depuis là, nous avons corrigé beaucoup de choses, ce qui nous a per-

mis de nous relancer".

Pour gagner face à la Guinée, Tchanilé peut compter sur son groupe qui a véritablement fait le plein. Le capitaine Emmanuel Adebayor qui voulait des "guerriers, des combattants" est, depuis peu servi avec des joueurs décidés à se qualifier pour une seconde CAN consécutivement. Acela, il faut ajouter la qualification de Matthieu Dossevi d'Olympiakos (Grèce) et d'Alban Sabah de Dresde (Allemagne). Les deux joueurs qui attendaient depuis le démarrage des éliminatoires leur qualification sont désormais aptes à jouer avec les Eperviers. "C'est une bonne nouvelle. J'ai hâte de jouer avec mon pays et d'apporter ma contribution à la qualification. Ne pas avoir réussi à le faire sur les précédents matches a été gênant pour moi. A présent que tout est rentré dans l'ordre, il ne me reste qu'à me donner à fond si le coach me fait confiance", avance Matthieu Dossevi.

**Dussuyer : "On y va pour les 3 points"**

Premier du groupe E à l'issue de la première journée, le Syli a vu son avance fondre au fur et à mesure que les journées s'enchaînent. Après une victoire inaugurale face au Togo 2-1, la défaite face à l'Ouganda (0-2) conjuguée avec la victoire du Ghana face au Togo (2-3) a fini par entamer le moral de la troupe de Michel Dussuyer qui, sur les deux confrontations suivantes face au Ghana n'a empoché qu'un petit point.

Mais avec encore deux rencontres à jouer face au Togo et à l'Ouganda, Michel Dussuyer estime que la qualification encore possible pour les Guinéens. "On va se battre jusqu'au bout, c'est le message que j'ai livré aux joueurs. C'est vrai qu'on n'est pas dans la meilleure des positions mais en tout cas on a encore notre destin en nos mains si on venait à gagner nos deux matches. Dans le cas contraire, il faudra compter sur le résultat des autres." Et pour les Guinéens, le match de Lomé est d'une importance capitale pour continuer à rêver. Mais face à un Togo revanchard, la tâche ne sera pas

aisée pour Soumah Seydouba et ses coéquipiers.

Depuis dimanche, les Guinéens ont élu domicile à Cotonou, histoire de se mettre dans le bain et sentir le Togo de près. "Je sais que jouer le Togo au stade mythique de Kégué n'est pas facile. La rencontre s'annonce très dure mais, une chose est certaine, nous on y va pour remporter les 3 points", assurait le technicien français.

Mais Michel Dussuyer doit compter avec quelques absences. Jusqu'hier le doute planait encore sur la présence de Kevin Constant de Trabzonspor (Turquie) et d'Abdoul Razzagui Camara de SCO Angers (France). Deux joueurs qui devraient beaucoup apporter au Syli puisqu'ils sont titulaires et en forme ces derniers temps dans leur club, selon la presse locale. En plus de ces deux absences majeures, les Guinéens qui aiment le beau jeu devront composer avec une pelouse de Kégué qui donne le tournis à tous les adversaires.

FOOTBALL/

## Zidane : "Ce n'est pas le même métier que quand j'étais joueur !"

Cinq défaites, cinq victoires et deux nuls : le bilan de Zinedine Zidane à la tête de l'équipe B du Real Madrid n'est pas honteux pour l'instant. Après des débuts difficiles, son équipe pointe à la 12e place du groupe 2 de la Segunda B, la troisième division espagnole. De quoi faire oublier à l'ancien meneur de jeu la polémique liée à ses nouvelles fonctions et sa possible suspension de trois mois, pour l'instant en suspens. Même si sa nouvelle vie n'a rien de facile. "Ce n'est pas le même métier que quand j'étais joueur !, avoue Zizou dans un entretien accordé au Figaro en marge de la Danone Cup, dont il est le parrain. Ça, c'est sûr ! C'est beaucoup plus difficile, c'est autre chose ? Mais avec le travail, je vais y arriver."

Pour parvenir à briller dans son nouveau rôle, le Ballon d'Or 1998 compte bien appliquer les mêmes préceptes qui lui ont permis de se faire un nom tant que joueur. "Je reste un amoureux du jeu, confesse Zidane. J'ai toujours aimé le ballon et je veux aujourd'hui que mon équipe joue, que les joueurs s'amusent. Évidemment, il faut un équilibre entre la défense de son but et l'attaque, mais ce qui me plaît avant tout, c'est de voir mes joueurs pratiquer le football que j'aime. Et c'est ce que fait mon équipe depuis le début de la saison: on joue et on joue bien ! (?) Mais ce que j'attends de mes joueurs, c'est qu'ils jouent au football et qu'ils prennent du plaisir. Et c'est ce qui se passe."

Pour cela, Zidane "essaie de transmettre" à ses jeunes joueurs. "Je suis là pour ça. C'est le début d'une aventure. C'est du boulot et ce qui est important, c'est de sentir les événements et les gens, le discours à tenir et les décisions à prendre ? Le sentir ! Moi, je fais tout pour que cette équipe s'améliore. C'est ce que l'on est en train de faire."

## Chelsea : vers un mercato hivernal riche

Selon l'ensemble de la presse britannique, Chelsea annoncera aujourd'hui un bénéfice record de 25 M€. Avec un chiffre d'affaires en augmentation, les Blues sont plus que jamais une superpuissance européenne. Daily Express, Daily Mirror, Daily Star... Les tabloïds sont aujourd'hui unanimes : Chelsea va aujourd'hui faire une grande annonce, celle d'un bénéfice de 25 M€ sur l'année en cours, et un chiffre d'affaires porté à 405 M€. Entre augmentation des droits TV, les ventes lucratives de David Luiz ou Juan Mata et des recettes commerciales en hausse, les Blues affichent une santé financière jamais égalée sous l'ère Abramovich.

Alors qu'il faisait jusqu'alors davantage parler pour les dépenses du richissime propriétaire russe – qui pour rappel, a claqué plus d'un milliard depuis sa prise de pouvoir il y a 11 ans –, le club londonien est aujourd'hui rentré de plain-pied dans les dynamiques du football actuel, se mettant à l'abri de la menace du fair-play financier. Pour les médias britanniques aucun doute, ce bénéfice marque l'entrée de Chelsea dans le cercle très fermé des plus grandes puissances du football mondial.

« Et maintenant, domine l'Europe ! », titre ainsi le Daily Express, qui croit savoir que les Blues se montreront très actifs lors du prochain mercato hivernal, donnant ainsi plus de crédit encore aux rumeurs envoyant un certain Marco Reus au chevet de Mourinho. Avec une gestion plus stable et réfléchie, Chelsea est en tout cas en adéquation avec son temps. Ses rêves de grandeur ont plus de chance encore de se concrétiser.

## Brésil, Barça : Neymar n'en finit plus d'affoler les statistiques !

Avec son doublé mardi face à la Turquie, Neymar poursuit son superbe début de saison. Le talent brésilien n'en finit plus d'affoler les statistiques.

« C'est la meilleure période de ma carrière, oui. Mais je veux plus, je ne veux pas m'arrêter là. Je veux toujours être le meilleur possible. » Mardi, au sortir de la rencontre amicale entre son Brésil et la Turquie, Neymar acquiesçait, à la question de savoir s'il était dans la forme de sa vie. Comment ne pas lui donner raison, après son nouveau doublé ? S'il ne fait que poursuivre son incroyable réussite statistique avec la Seleção, lui qui en est à 7 buts en 5 capes cette saison et culmine désormais à 42 buts – agrémentés de 24 passes décisives – en 59 sélections, force est de constater que le jeune avant-centre a la même réussite en club.

Avec 10 réalisations en autant de rencontres de Liga, il a déjà dépassé son total pions de la campagne précédente – 9 buts en championnat. Comme la preuve que sa période d'adaptation est terminée, et qu'il est monté en puissance pour se rapprocher des sommets. Alors qu'il culmine à 19 buts en 21 apparitions toutes compétitions confondues sur cet exercice, le buteur brésilien est en effet, sur le papier, bien au-dessus des deux meilleurs joueurs de la planète foot à ce moment précis de sa carrière.

Sur ses 5 premières années en professionnel, Neymar a déjà trouvé le chemin des filets à 205 reprises. Son actuel coéquipier Lionel Messi affichait pour sa part 125 buts, Cristiano Ronaldo 118. S'il y a matière à débat quant aux championnats dans lesquels ils ont évolué, il faut bien avouer que le Barcelonais est impressionnant. Et du haut de ses 22 ans, il faut forcément s'attendre à encore mieux à l'avenir.

## Organisation de la CAN 2015: l'Angola et le Qatar démentent être candidats

**L'Angola et le Qatar, contrairement à ce qui a été annoncé, ne sont pas candidats à l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2015 retirée au Maroc, a appris l'APS de sources médiatiques.**

"Le Qatar a démenti mercredi être un possible candidat pour accueillir la CAN 2015 après la décision de la Confédération africaine de football (CAF) d'en retirer l'organisation au Maroc", écrit le site du quotidien sportif français L'Equipe.

"Le vice-président de la Fédération qatarienne de football, Saïd al-Mouhannadi, a ainsi affirmé que pré-

senter le Qatar, un pays non africain, pour organiser la CAN, n'a pas de sens", a dit le responsable qatari cité par la même source.

La Confédération africaine de football (CAF), qui a confirmé les dates de l'épreuve (17 janvier-8 février), a retiré mardi son organisation au Maroc, qui demandait le report de la compétition, à cause de l'épidémie de fièvre Ebola.

La CAF a en outre disqualifié la sélection marocaine, qui devait participer en tant que pays hôte.

Cité par des médias, le vice-président de la Fédération angolaise de football, John Lusevikueno, a dé-

menti la candidature de son pays.

L'Angola, qui avait organisé la CAN 2010, va entrer "dans une série de contraintes financières", a dit le dirigeant de la Fédération angolaise de football. Il a ainsi dénié tout fondement à l'information selon laquelle son pays serait candidat à l'organisation de la CAN 2015, car n'étant pas sûr de se qualifier sur le terrain.

"L'Angola va essayer de se qualifier sur le terrain et cela commence par son match de samedi face au Gabon", a dit le dirigeant angolais.

Membre du Comité exécutif de la CAF, le Congolais Constant Omari a



déclaré mardi à RFI que plus de quatre pays sont candidats à l'organisation de la CAN 2015 maintenue du 17 janvier au 8 février.



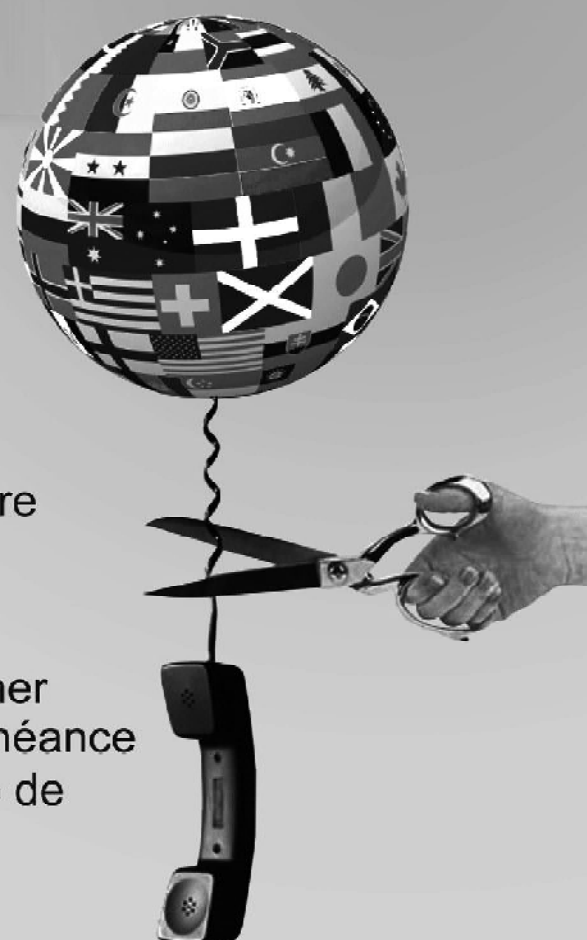
# RECOUVREMENT

## Avez-vous déjà payé votre facture téléphonique ?



**Les bons comptes font les bons amis.**

- TOGO TELECOM procédera désormais à la **mise en réception automatique** de services des lignes ayant une facture impayée échue **05 jours après la date d'échéance** ;
- Une **suspension des services** s'effectuera par le même processus automatisé, à la date d'échéance de la deuxième facture impayée si la première n'est pas entièrement réglée ;
- Le cas échéant, TOGO TELECOM sera dans l'obligation d'ordonner l'**arrêt automatique** de la facturation sur les lignes à la date d'échéance de la **4<sup>e</sup> facture** impayée avec résiliation automatique du numéro de téléphone et reprise des ressources pour les attribuer aux clients qui en ont besoin.



**TOGO TELECOM, La Référence**

[www.togotelecom.tg](http://www.togotelecom.tg)

L'obésité en Afrique

## Plus une source de maladie que d'aisance financière

**L'Organisation Mondiale de la Santé met en garde contre les dangers du surpoids dans les pays du Sud. «Quoi? Comment?», s'étonne l'Occidental, «Le continent noir ne compterait pas que des Biafraï efflanqués par la disette?» «Quoi? Comment?», s'insurge l'Africain, «En quoi le surpoids serait-il une menace?»**

**Etonam Sossou**

En Afrique de l'Ouest, on ne dit pas «être gros», on dit «être en forme». La corpulence féminine est à la fois canon de beauté et signe extérieur de richesse. Quand les Européennes combattent leurs rondeurs à coup de liposuccions, certaines Africaines se gavent de produits destinés à engraisser le bétail, notamment à base de cortisone ou de psychotrope.

Au Togo, le culte de la corpulence a conduit à l'organisation de l'élection de Miss Nana Benz. Critère de présélection défini par les initiateurs du concours: peser au moins 90 kilos. Une femme trop maigre entendra circuler sur elle des rumeurs de maladie. Le mari d'une

épouse grêle se verra accusé de ne pas l'entretenir comme il se doit. Les plus conscientisées au danger du surpoids feront appel au miracle du rembourrage: quelques chiffons glissés dans la culotte...

Sur le continent, un tiers des femmes et un quart des hommes seraient en surpoids. Dans la zone australe, c'est la majorité des Sud-Africaines qui se dirigent vers l'obésité. L'Afrique est le moins couvert par les chaînes internationales de fast-food. Pourtant, après les ravages de la sous-nutrition et de la malnutrition, il est à son tour victime de la surnutrition. Et corpulence n'est pas toujours synonyme d'opulence. L'obésité n'est plus une maladie de riches. L'épidémie mondiale touche



300 millions de personnes et l'OMS prévenait, en 2011, que l'Afrique vivait une dangereuse transition

nutritionnelle. Le nombre des obèses âgés de moins de 5 ans y est passé de 4 millions en 1990 à

13,5 millions en 2010.

Le cercle est vicieux: une femme enceinte sous-alimentée donne plus souvent naissance à des enfants au poids insuffisant, qu'ont une capacité plus faible que les autres à absorber les calories. À terme, ils sont plus vulnérables à la prise de kilos. Gros d'avoir été trop maigre...

Dans un contexte d'urbanisation galopante, de bouleversement des modes de vies et d'augmentation du coût des produits alimentaires, la mal bouffe est devenue une règle pour les populations. Outre le fait que les Africains mangent trop peu de fruits et de légumes et font de moins en moins d'exercices, c'est aussi un problème culturel.

Aussi, les africains délaissent-ils de plus en plus la cuisine traditionnelle pour le «prêt-à-manger». Le contenu des assiettes a profondément changé et la consommation de sucres et de graisses ajoutées a fortement augmenté en même temps que les femmes délaissent leurs cuisines pour se lancer dans une vie professionnelle active.

Les chiffres de l'obésité sont tels

dans de nombreux pays, que l'OMS n'a pas hésité à parler d'une «épidémie d'obésité». Les femmes restent majoritairement les plus touchées. Elles qui travaillaient durement dans les champs se sont laissées rattraper par le mode de vie à l'occidentale. Être grosses, c'est pour ces femmes la preuve de la réussite sociale sur un continent où beaucoup se couchent le ventre vide, mais c'est aussi un signe de bonne santé alors que les pays africains sont durement touchés par la pandémie du sida. En effet, les personnes contaminées sont caractérisées par leur maigreur. Une femme grosse rassure les hommes.

Après des siècles de malnutrition, l'obésité sera-t-elle le nouveau fléau du continent? La sonnette d'alarme est tirée et des actions de sensibilisation commencent à être mises en place pour faire face à ce problème de santé publique. Par ailleurs le surpoids touche principalement les villes qui concentrent 40% des populations. En milieu rural l'alimentation reste saine et les activités physiques sont importantes.

Les réseaux sociaux

## Des canaux d'informations mal exploités

Les motivations avouées des internautes sont de se faire connaître, de dialoguer avec des proches, de retrouver des amis ou des camarades de classe, de partager un centre d'intérêt ou encore d'élargir un réseau professionnel ou commercial. Jean A. pense pour sa part que «les réseaux sociaux sont très tendance en ce moment. Pour certains, c'est l'endroit où on doit être pour avoir le sentiment d'appartenir à un groupe et même d'exister. Appartenir à un réseau social pour ces personnes, est comme changer régulièrement de téléphone pour d'autres, juste dans le but de montrer aux autres qu'on possède les téléphones les plus coûteux ou

les plus sophistiqués». C'est donc très «tendance» en ce moment au Togo: il faut être présent sur la toile.

On se donne rendez-vous sur Skype par exemple, on profite de Facebook pour dire au monde entier qu'on est en ce moment en vacances à l'étranger, qu'on est heureux en couple ou alors qu'on est au volant de sa voiture. Quelques fûtés y guettent des personnalités pour recueillir des informations. D'autres cherchent l'âme sœur. Les artistes élargissent leur cercle de fan, annoncent de nouvelles parutions et des événements. Les chefs d'entreprise vulgarisent leurs produits. Les supports de médias glanent de nouveaux lecteurs et téléspectateurs.

C'est ainsi que les vidéos publiées permettent par exemple, de voir le journal d'informations de certaines chaînes de télévision. Les nouveaux articles parus sur certains sites internet d'informations sont eux aussi relayés par les réseaux sociaux.

Malheureusement, au-delà de la politique de la présence sur internet et du «m'as-tu vu?», ces réseaux sociaux sont sous ou mal utilisés. Aux Etats-Unis, presque tous les journalistes de renom sont présents et actifs sur «Twitter». Certains d'entre eux ont d'ailleurs avoué que c'est à partir de ce réseau qu'ils ont déniché des scoops. Dans beaucoup de pays, des hommes politiques se servent des réseaux sociaux pour gagner des voix ou de nouveaux adhérents. Les multiples applications dont disposent ces réseaux sociaux permettent de trouver et d'entrer en contact avec des sources d'information ou des potentiels clients. Aux Etats-Unis toujours, la police se sert des réseaux sociaux pour recueillir des informations sur certaines personnes qui tentent de se soustraire à la justice ou pour recueillir des témoignages. Elle lance par exemple un avis de recherche et un internaute, à des milliers de kilomètres reconnaît

la personne et lui donne l'information. Facebook par exemple compte à l'heure actuelle des centaines de millions de membres à travers le monde. On peut y retrouver des images et vidéos inédites, recueillir des témoignages en un temps record sur des événements qui ont lieu au bout du monde. D'autres réseaux sociaux sont également des mines d'informations lorsqu'on sait s'en servir à l'exemple de flickr où on partage des images, YouTube et Daily Motion pour les vidéos ou encore Wikipédia dont les écrits sont les plus plagiés par les étudiants.

Facebook nous apprend également que ses membres «publient chaque mois, plus d'un milliard de photos, des millions de vidéos et plus d'un milliard d'informations diverses»: une mine d'informations qui peuvent être

exploitées pour diversifier l'information contenue dans nos journaux ou faire connaître nos produits.

### Loterie Nationale Togolaise

#### COMMENTAIRE DU TIRAGE N°1242 DE LOTO BENZ DU 05 Novembre 2014

Nous participons ce mercredi 12 Novembre 2014 au tirage de Loto Benz qui porte le N°1243.

Lors du dernier tirage de LOTO BENZ il y a eu des gagnants de gros lots à **DAPAONG, KARA, NOTSE, KPALIME, TABLIGBO** et **LOME**.

Ainsi, les opérateurs **10004, 4003 et 80027** basés respectivement à **KARA, KPALIME** et **TABLIGBO** ont recasés chacun un gros lot de **1.000.000F CFA**.

A **DAPAONG** et **NOTSE** les points de vente **1115 et 2221** ont enregistré chacun un lot de **500.000F CFA**.

Dans la capitale, nous avons dénombré un lot de **500.000 F CFA**, un lot de **525.000F CFA**, un lot de **600.000F CFA**, quatre lots de **750.000F CFA**, trois gros lots de **1.000.000F CFA**, un gros lot de **1.250.000F CFA**, un gros lot de **1.500.000F CFA**, un gros lot de **2.000.000F CFA**, un super gros lot de **3.000.000F CFA** et un maxi gros lot de **8.500.000F CFA** gagnés auprès des opérateurs **60140, 90140, 30228, 6442, 7044, 9030, 70001, 7130, 70321, 70322, 6429, 70200, 5031, 70337** et **70003**.

Au **PMU'TG**, le tiercé du mardi 11 Novembre 2014, a permis à un parieur ayant trouvé la combinaison gagnante dans l'ordre de remporter la somme de **580.000F CFA**.

La remise des lots à Lomé se fera au siège de la **LONATO** et à l'intérieur du pays dans les Agences Régionales.

**Avec la LONATO, JOUEZ PETIT ET GAGNEZ GROS ! BONNE CHANCE A TOUS !**

### LOTO BENZ

Résultats du tirage N°1243 de LOTO BENZ du mercredi 12 Novembre 2014  
Numéro de base

17

37

85

90

88

### AVIS DE DÉCÈS

Le Chef du canton de Togoville

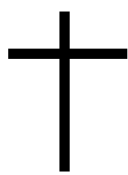
Les familles VOSSAH, DABLA et TOVOR de Togoville

M. Sylvestre Amévi DABLA, Journaliste, Consultant Média

M. Bernard Kokou DABLA, Manager des Etablissements Bernarko & Frères

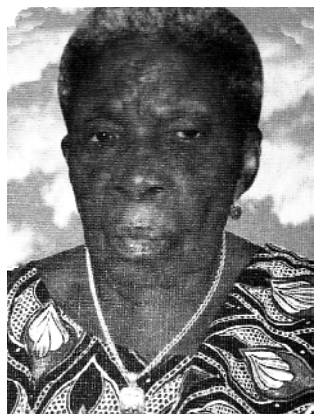
Mme Louise Adjowa DABLA, épouse LADE-AHLIDJA, revendeuse à Lomé

Ont la profonde douleur d'annoncer le décès de



**DABLA Tchotcho Thérèse**  
née **TOVOR**

survenu à Lomé le 25 septembre  
2014 dans sa 93<sup>ème</sup> année



Les cérémonies funéraires se dérouleront comme suit:

**Vendredi, 14 novembre 2014**

18h00- 21h30 : Veillée de prières et de chants, corps présent, au domicile de la défunte à Lomé quartier Hanoukopé Franciscain

**Samedi, 15 novembre 2014**

6h30 : Chapelle ardente au domicile de la défunte à Togoville quartier Hétsiavi près du lycée

10h00 : Messe d'enterrement en la paroisse St Esprit de Togoville suivie de l'inhumation au cimetière municipal

12h00 : Funérailles et sortie de deuil à Togoville

**Dimanche, 16 novembre 2014**

9h30 : Messe d'action de grâces en la paroisse St Antoine de Padoue de Hanoukopé à Lomé

**Maison mortuaire** : Maison DABLA, 26 Rue Gnogbo, juste après la Pharmacie pour tous à Hanoukopé Franciscain.

Ne fermons pas les yeux...!  
**LE RISQUE EST RÉEL**



Ministère du Commerce  
et de la Promotion du secteur Privé

